

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (22-06-11)**
Date : 22 juin 2011 23:15:40 HAEC



📎 1 pièce jointe, 196 Ko

Qui vive ? مَنْ الْقَادِمُ ؟ [mani_l-
qâdim ?]

mercredi 22 juin 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/22-06-11.pdf>

Réflexions du jour :

- Une ânerie...
- Le démantèlement de l'école en France
- Réponse de Christophe Migault

RÉFLEXIONS DU JOUR

Une ânerie...

trouvée dans la presse algérienne (sans doute qu'avant l'arabe n'existait qu'en troupeau!)

12 Les DEBATS

N° 120 - Mercredi 22 juin 2011

EN DEBAT

Entretien avec Benjamin Stora



«On assiste à la naissance de l'individu arabe»

L'historien et spécialiste du Maghreb publie un livre d'entretien autour du «printemps arabe». Un bouleversement radical qu'il juge irréversible et qui traduit la volonté des citoyens de prendre enfin en main leur propre destin. Qui ne connaît son nom? Professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Paris-XIII, auteur d'une trentaine d'ouvrages, Benjamin Stora fait autorité depuis un bon tiers de siècle dès qu'il est question de l'Algérie, pays auquel il a consacré ses pre-

mières recherches. Mais il est aussi depuis fort longtemps un spécialiste de l'immigration en France et surtout l'un des observateurs les plus aigus des évolutions du monde arabe. Il ne pouvait donc qu'être particulièrement attentif aux révolutions et aux révoltes qui ont eu lieu, qui sont en cours ou qui conviennent au Maghreb et au Moyen-Orient. Il publie d'ailleurs en ce début du mois de juin «Le 89 arabe», un livre d'entretien avec Edwy Plenel, patron du journal en ligne Mediapart et ancien directeur de la redac-

tion du quotidien «Le Monde». Ce «89» renvoie aussi bien dans son esprit à la Révolution française de 1789 qu'à la chute du mur de Berlin en 1989, façon de signifier – comme l'entretien qui suit le prouve à l'évidence – à quel point il prend au sérieux, et considère comme irréversible, cet ébranlement des sociétés arabes auquel on assiste aujourd'hui. Et qu'il constate sur le terrain : lorsque nous l'avons rencontré, il revenait de Tunisie, le pays où tout a commencé, et préparait un voyage imminent au Maroc.

Le démantèlement de l'école en France

Courrier reçu d'un lecteur, enseignant dans le primaire...

Voilà quelques nouvelles du terrain extrêmement inquiétantes.

Dans le 92, et comme je le constate sur Asnières le RASED (Réseau d'aide aux enfants en difficultés) est démantelé.

Sur Asnières il devait y avoir environ 13 enseignants spécialisés, il n'en aura plus que deux (dans les deux ZEP officielles de la circonscription).

Or ces enseignants jouent un grand rôle pour faire rentrer dans la lecture et les mathématiques des enfants ayant de profondes difficultés d'apprentissage. Ils les prenaient cette année 30 minutes quasiment tous les jours par groupe de 5. Grâce à cela des enfants en très grande difficulté déchiffrent et rentrent dans les apprentissages.

Dans ma classe par exemple une élève égyptienne de parents non francophones lit de façon satisfaisante et se trouve motivée par l'école et un garçon, très perturbé au niveau psychiatrique, déchiffre. Ces enfants que je peux évaluer à 4 sur une classe de 22 seraient restés au bord de la route sans l'aide du RASED. Ce qui implique des situations désespérées, et je rencontre souvent des enfants profondément déprimés.

Ce démantèlement se fait de manière insinueuse sans effet d'annonces. Tout d'abord les enseignants spécialisés doivent normalement faire une formation et être validés. Ces dernières années ils ne validaient quasiment personne au terme de la formation. De ce fait des enseignants non validés occupaient ces postes. Aujourd'hui il n'y a plus que deux enseignants spécialisés validés nommés en ZEP. Les autres postes ne sont pas supprimés officiellement, mais ne sont pas pourvus.

Nous avons pris connaissance de cette situation hier. Il y a un mois l'inspecteur a annoncé que 6 postes du RASED étaient supprimés. Et avant-hier nous avons appris que tous les autres enseignants non validés à ces postes devaient reprendre une classe.

Il y a beaucoup d'écoles populaires qui, n'étant pas estampillées "ZEP" (aujourd'hui les ZEP n'existent plus, on utilise un autre terme), ont peu de moyens, avec des enfants en grande difficulté, et dans lesquelles les effectifs par classe sont très élevés. Elles sont soumises aux mêmes règles que les écoles bourgeoises. Et c'est le sort de ces écoles qui devient très problématique.

Mon école se situe dans le quartier nord d'Asnières à la frontière de Gennevilliers. Le climat dans le quartier est très conflictuel entre bandes d'Asnières et de Gennevilliers. Il y

a quatre mois un jeune de 16 ans est mort poignardé, il était autrefois élève dans notre école, son cousin est un de nos élèves. Un couvre-feu a alors été instauré pour les mineurs dans ces quartiers.

Bref je crois que ce démantèlement de l'Education nationale est du "jamais vu", les enseignants en fin de carrière n'ont jamais vu cela, ce qui est extrêmement choquant alors que le travail devient de plus en plus difficile. Les enseignants expérimentés, militants risquent de jeter l'éponge par dégoût et partir en retraite anticipée.

Tout cela est révoltant, aura de lourdes conséquences et provoquera un échec scolaire massif.

Réponse de Christophe Migault

REPONSE A FRANCOIS NICOLAS

-

Point N° 1 soulevée par Nicolas : je ne vois pas comment on peut faire de la politique en décidant de ne plus employer ce mot et en l'abandonnant à l'adversaire.

Réponse de Christophe : Il s'agit de ne plus de faire de la politique puisque son sens traditionnel est complètement défait. Il s'agit plutôt de faire autre chose que de la politique. Cette autre chose, cet autre mot ou expression qui nous manque par défaut arrivera tôt ou tard. Patience.

Ce qui est à faire et à penser avec les gens se manifeste déjà au plus loin de politique.

« Politique » n'est plus le partage d'une conviction de la part des gens. Chaque jour, j'entends des propos qui questionnent ce mot et sa périphérie directe par le mot démocratie. Le doublet politique et démocratie sont malmenés ensemble, et d'une façon très virulente et inédite, à ce jour. Et la défiance, la critique vis-à-vis de la démocratie était déjà contemporaine de sa naissance athénienne. « Politique » n'a plus la force d'une orientation décisive dans ces temps incertains. Il ne fait plus autorité. Il est autant la cible que le symptôme de beaucoup de nos maux contemporains. Il ne rend plus libre la pensée des gens. Il obscurcit les situations car il circonscrit un vide. Et dans un effet de miroir remarquable, l'homme politique est lui-même discrédité et cela ne s'inscrit nullement dans un populisme. Laissons ce qui est mort aux charognards et relevons le défi d'un présent qui s'énonce sans le mot politique. Nous sommes tous confrontés au vide laissé par l'absence de ce mot mais il ne s'agit pas de le remplacer en toute hâte. Ce sont toujours les processus réels qui trancheront et feront la différence. Ce que nous faisons n'est plus sous l'autorité de la politique, c'est autre chose. Il est important dans cette conjoncture de questionner le trouble dont politique fait l'objet. Ce travail est pour tout le monde.

Point N° 2 soulevée par Nicolas: Point secondaire, mais non moins important : je ne vois pas bien ce que veut dire que s'organiser si on refuse à être une organisation.

Réponse de Christophe : Un parti politique, un syndicat et même des associations sont des organisations étatiques. Ils opèrent de l'intérieur de l'Etat et sont avec l'Etat. Leurs organisations sont classiques : une direction indépendante et hiérarchisée qui détermine l'orientation de la « politique » à suivre. Leurs pensées sont au plus près des exigences de l'Etat. L'Etat produit structurellement une disjonction avec les gens. C'est une machine qui rend inexistant les gens pour eux-mêmes. Il existe pour sa propre puissance au détriment de celle des gens.

Toute l'actualité récente des manifestations sur la retraite prouve qu'il n'y a plus de marge pour penser et agir pour les gens qui sont pris dans le dispositif étatique alors qu'ils sont hostiles à ce qui est décidé par l'Etat. Le mot organisation charrie des comportements subjectifs d'une grande faiblesse, il intériorise les pratiques étatiques désuètes et sans possible émancipateur. Le vote n'est pas émancipateur. Je soutiens que toute « politique » est organisée mais ne dépend pas d'une organisation. Organisation disait implicitement ce que tu faisais et ce que l'on te faisait faire. Une organisation n'agit ne pense pas du point de principes émancipateurs.

Pour ma part, je suis organisé du point où je suis à distance de l'Etat. Cette situation est décisive. Dans une réunion, toutes les personnes présentes sont à même de s'emparer des questions de l'orientation, de la stratégie et de bien d'autres choses. Du point où quelqu'un décide de prendre part aux questions d'orientation cela transforme toutes les qualités subjectives de la personne, il est possible ainsi de se surprendre soi-même alors que dans une forme d'organisation, tu répètes ce qui a été décidé par d'autres. Les chefs veillent à tout dans une organisation. Dans une organisation, le mouvement même de ce qui la constitue est limité et en écart avec une visée émancipatrice.

Le refus d'organisation n'empêche nullement de faire un travail en commun avec des gens très différents, bien au contraire, car il en déploie des possibles que la forme organisation ne pourrait relever. Mais pour bien comprendre qu'une organisation n'est plus apte dans la conjoncture actuelle à relever les défis du présent le plus vif, il faut observer que la forme organisation est contemporaine de la fin de politique et qu'elle refuse de prendre acte de cette fin. La forme organisationnelle au sens étatique est sans lendemain. La forme organisation se maintient dans une posture du semblant qui est pathétique.

Politique et organisation se touchaient au point où si l'un s'effondrait l'autre suivait également, c'est ce qui s'est passé.

Pour ma part, je suis organisé en tant que je fais tout pour répondre de la situation dans laquelle nous sommes. Et l'organisation neutralise les gens qui veulent s'organiser en leur nom. Dans une organisation, les gens ne portent pas leur nom, la singularité de ce qu'ils sont...

Point N° 3 et conséquents soulevée par Nicolas : si on ne veut pas faire avec les gens de la politique, si on veut construire avec eux une organisation, l'idée de rencontrer les gens(?) autour de « principes d'amitié et de respect » pour que chacun « dise ce qu'il a à dire » puisque les gens pensent n'indistingue plus le travail et la pensée politiques de bien des pratiques collectives, qui au demeurant peuvent être fort honorables (associations diverses et variés travaillent à des causes innombrables, parfois en véritables égalité de pensée entre ceux qui interviennent).

Réponse de Christophe : Il ne s'agit pas de ne pas vouloir faire de la politique avec les gens et de les laisser dans le trou, bien au contraire ; il s'agit de savoir vraiment ce que l'on peut faire en ce moment tout en sachant que politique est morte. Il faut prendre acte qu'il est impossible aujourd'hui d'utiliser le mot politique. C'est un mot qui ne peut plus répondre de lui-même et les gens ne peuvent plus répondre de ce mot en leur nom. Et je suis heureux de constater qu'il y a encore des gens qui sont prêts à se réunir en parfaite intelligence autour de principes. Mais on ne peut pas se payer de mots : on fait dire à politique ce qu'il est impossible de faire et de créer et il en va de même pour démocratie. D'autre part, aujourd'hui en France, il n'y a plus de grèves et de manifestations : ce qui veut dire que la grève ne fait plus la différence en tant que grève et que la manifestation ne manifeste plus. L'acte et la décision qui président tant à la grève qu'à la manifestation ne font plus la différence. Grèves et manifestations sont neutralisées par l'Etat séparé. Par ailleurs, le Réseau Education Sans Frontières, malgré un travail remarquable concernant les élèves mineurs et majeurs scolarisés sans papiers, ne se battaient pas contre la loi CESEDA. Pourquoi ? Ils opéraient de l'intérieur de l'Etat...

Comme tu peux le constater, les réponses du point 2 et 3 se croisent.

Point N° 4 soulevée par Nicolas, mais plus mineur : je ne vois nullement qu'il y ait quelque usage affirmatif concevable du mot « Français ». Tout le point est que du mot « France » au mot « Français » cela ne transite aucunement. S'il peut y avoir le lieu de se demander ce qu'est aujourd'hui la France dans le monde, il n'y a par contre qu'un sens réactionnaire à se demander aujourd'hui ce que « Français » veut dire, à assumer une position de français. Je sais bien que tel n'est pas la position de fond de l'auteur de ce texte et qu'il s'agit sans doute d'une maladresse. Et, s'il fallait caractériser « le français », je ne vois alors à dire que ce que disaient déjà en substance les révolutionnaires de 89-93 : « est français celui qui défend la France émancipatrice. »

Réponse de Christophe : De France à Français cela ne transite pas : c'est possible, mais je pense qu'il serait possible de troubler cette affirmation en convoquant l'arche temporelle par exemple de Pétain à aujourd'hui et de relever toutes les occurrences. Et il y a un contexte où les deux mots sont utilisés comme dans un jeu de miroir pour faire

valoir les pires pensées et décisions, et je pense que Sarkozy travaille ce point sans ménagement. La France aux français transite dans beaucoup d'esprits.

-

Point N° 5 soulevée par Nicolas: *La catégorie de l'Etat séparé me semble étrange. Elle est ici justifiée par le fait que l'Etat sépare, alors il faudrait parler d'Etat séparant... Cela laisse entendre qu'avant 2002 (puisque telle semble la date de naissance retenue dans ce texte) l'Etat n'aurait pas été séparé (de qui, de quoi, de la société, des gens, ?) ce qui me semble une conception problématique.*

Réponse de Christophe : *C'est vrai qu'il est possible d'utiliser l'expression d'Etat séparant. Un Etat n'est jamais neutre. Et c'est pour cela qu'il est très important de nommer ce qu'il fait, décide et pense. Les mots, les thèmes, les discours et les lois de l'Etat sont très révélateurs d'un présent. Il faut rendre intelligible l'ensemble de ce qu'il entreprend tant en intériorité au pays qu'en extériorité à celui-ci ; et il y a toujours un lien intime qui unit les deux faces, une grande cohérence. Il y a quelques années, nous avons utilisés l'expression de « fascisme d'Etat » pour qualifier ce que faisait l'Etat (2002) tout en sachant qu'elle n'était pas satisfaisante. Il y a une actualité de l'Etat qui est importante à suivre et à réfléchir et ce travail est très difficile. Nous pensons que depuis une dizaine d'années, il y a eu une rupture, une nouvelle orientation de l'Etat qui rompait avec le consensus des années Mitterrand. Pour ma part, je pense qu'il y a encore un travail à faire pour approfondir ce qu'il en est de cet Etat séparé. Et la grande difficulté est justement de qualifier avec exactitude et précision le bouleversement qu'incarne cet Etat séparé.*

Point N° 6 soulevée par Nicolas : *Le « Nous », ici insistant, m'apparaît inutilement errant dans le texte.*

Réponse de Christophe : *Ce n'est pas grave car il se constituera, se renforcera et cristallisera ensuite....*

Cordialement.

Christophe MIGAULT

Égalité '68

(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>

egalite68@noos.fr / egalite68@numericable.fr